

Unité inter-départementale Hautes-Pyrénées-Gers

Tarbes, le 28/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCLI

Lieux-dits «L'Espujos» et «Le Bosq»

65370 IZAOURT

Références : 2022-0135

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2022 dans l'établissement SOCLI implanté aux lieux-dits «L'Espujos» et «Le bosq» 65370 IZAOURT. L'inspection a été annoncée le 22/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du site est consécutive à un accident de tir de mines en partie supérieure de la carrière. Cet accident de tir a occasionné des projections de blocs à l'extérieur du périmètre autorisé de la carrière, à l'origine de dégâts matériels sur la voie publique et vis-à-vis de tiers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCLI
- "Espujos" et "Le Bosq" 65370 IZAOURT
- Code AIOT dans GUN : 0006801150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'activité de l'AIOT consiste à exploiter une carrière de calcaire en roche massive, autorisée par arrêté préfectoral du 10 mars 2003 modifié. Les matériaux extraits alimentent principalement l'usine de fabrication de chaux attenante exploitée par SOCLI. Une part des matériaux est commercialisée pour des travaux du BTP.

L'extraction de matériaux est autorisée pour une production maximale de 300 000 t/an, du lundi au vendredi, de 7h30 à 18h30.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- inspection suite accident de tir

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Abattage à l'explosif	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.	/	Mesures d'urgence

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Front d'abattage.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations s...	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22 > 22.2. I.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, un projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence est proposé au préfet. Il vise principalement à suspendre les tirs de mines, à prescrire une tierce expertise du tir de mines du 22 février 2022 et à demander de justifier les mesures conservatoires et de restauration relatives aux blocs rocheux toujours présents sur le versant Est de la carrière, en surplomb de la RD825 et des tiers présents.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Tir de mines
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'abattage du gisement est réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.
Constats : Lors de l'inspection, faisant suite à l'accident de tir de mines du 22 février 2022, l'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none">-le tir de mines s'est déroulé à la cote 623 mNGF, sur la crête du versant Est de la carrière, dans le périmètre autorisé.-le tir de mine consistait à un tir de nappe, afin d'obtenir un foisonnement vertical des matériaux;-la zone de tir présentait une forte hétérogénéité de la granulométrie des éléments rocheux observés;-des blocs rocheux de fort tonnage (5 à 6 tonnes) ont basculé sur le versant Est de la carrière, certains de ces éléments ont atteint la route départementale, et l'un d'entre eux a même traversé la route départementale, franchi un domaine privé, la piste cyclable attenante et percuté un véhicule en stationnement le long d'une voie secondaire.-le dispositif de sécurité (filets pare-bloc) mis en œuvre par l'exploitant (sous traitance CAN), à la cote 600mNGF préalablement au tir, a cédé. Les deux autres filets pare-blocs installés en décalage à des cotes inférieures pour suivre l'approfondissement de la carrière, ont soit assuré leur fonction de blocage des éléments rocheux ou n'ont pas été impactés.-des éléments rocheux sont toujours présents sur le versant Est de la carrière, ces éléments ont fait l'objet de mesures conservatoires. <p>A l'issue de ces constats, l'inspection propose de prendre un arrêté préfectoral de mesures d'urgence en vue:</p> <ul style="list-style-type: none">- de suspendre les tirs de mines;- de prescrire une tierce expertise pour identifier les dysfonctionnements éventuels du tir réalisé et de proposer des recommandations pour pallier les éventuels manquements constatés.- de justifier les mesures conservatoires et de restauration pour les éléments rocheux présents dans le versant Est de la carrière à l'aplomb de la route départementale 825.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence

Nom du point de contrôle : Front d'abattage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.
Constats : L'inspection du site n'a pas révélé d'écart vis à vis du plan de phasage. L'exploitation du site respecte le phasage défini en dernier lieu par l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°65-2022-01-24-0001 du 24 janvier 2022. Aucun surplomb dans la zone inspectée n'a été constaté. La hauteur des gradins n'a pu être vérifiée, le plan d'exploitation n'était pas disponible (relevé drone réalisé mais traitement non finalisé) L'inspection demande la communication du plan d'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations s...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22 > 22.2. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Vibrations
Prescription contrôlée : La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants : BANDE DE FRÉQUENCE en Hz PONDÉRATION du signal 1 55 130 180 3/8 On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Pour les autres constructions, des valeurs limites plus élevées peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation, après étude des effets des vibrations mécaniques sur ces constructions. Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis par campagnes périodiques dont la fréquence est fixée par l'arrêté d'autorisation. En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant a transmis l'enregistrement des réponses vibratoires du tir de mines réalisé. Les enregistreurs sont positionnés au droit des fondations des maisons voisines (M. DONATO et M. SALIS). Les vitesses particulières pondérées mesurées sont toutes inférieures à 10 mm/s suivant les trois axes de la construction. La valeur maximale pondérée relevée est de 0,29 mm/s chez M. DONATO (transversal).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet